

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 21/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROTAB

ZAC des Peyrades
BP 211
42173 Saint-Just-Saint-Rambert

Références : [UID4243-EAR-23-099](#)
Code AIOT : 0010500147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement EUROTAB implanté Route de st Marcellin 42170 Saint-Just-Saint-Rambert. L'inspection a été annoncée le 06/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de contrôle s'est tenue dans le cadre de l'action régionale coup de poing produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROTAB
- Route de st Marcellin 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0010500147
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Eurotab Operations exploite à Saint-Just Saint-Rambert une usine de formulation et de conditionnement de produits détergents chlorés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action régionale : opération coup de poing produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection coup de poing produit chimique n'a pas permis de mettre en évidence des non conformités dans la gestion des produits chimiques, à noter toutefois que ce contrôle a été réalisé par sondage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p> <p>Constats : L'établissement n'utilise que des produits sous forme de poudre.</p> <p>3 produits ont été contrôlés par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dichloroisocyanurate de sodium, <p>Toxicité aiguë (par voie orale), catégorie 4c => H302 Lésions oculaires graves/irritation oculaire, catégorie 2 => H319 Toxicité spécifique pour certains organes cibles - Exposition unique, catégorie 3, Irritation des voies respiratoires => H335 Dangereux pour le milieu aquatique - Danger aigu, catégorie 1 => H400 Dangereux pour le milieu aquatique - Danger chronique, catégorie 1 => H410</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'acide adipique, <p>Provoque une sévère irritation des yeux => H319 .</p> <p>Les bigbags de dichloroisocyanurate de sodium et d'acide adipique portent les pictogrammes nécessaires, l'étiquetage est en français et conforme à la FDS.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Lathanol <p>Nocif en cas d'ingestion => H302 Provoque de graves lésions des yeux => H318 Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets à long terme => H412</p> <p>le fût de lathanol comporte les pictogrammes nécessaires, l'étiquetage est en français et correspond à la FDS du produit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : La FDS du dichloroisocyanurate de sodium , est datée du 10/01/2023. La FDS de l' acide adipique est datée du 04/02/2021. La FDS du lathanol est datée du 29/12/2022. Par sondage il a été demandé aux salariés leurs connaissances relatives au dichloroisocyanurate de sodium. Les caristes et les poudreurs ont une bonne connaissance des actions à mener en cas d'épandage de poudre. Ils ont été en capacité de retrouver rapidement la FDS du produit. Les EPI nécessaires aux interventions sont disponibles sur site. À noter qu'en cas d'incendie le personnel n'est pas sollicité pour intervenir, mais seulement invité à évacuer vu la toxicité des fumées susceptibles d'être émises. En ce qui concerne le stockage des 3 produits. Les préconisations des FDS sont : Entreposer dans un endroit frais, sec et aéré. Les Big-bags ou fût de matières premières et de produits semi-finis sont stockés à l'étage de l'établissement. Les deux salles de stockage de ces produits sont équipées d'un rafraîchisseur d'air permettant de maintenir la température de la pièce en dessous de 26°C. Cette température est inférieure à celle de mise en œuvre des produits dans les machines (de l'ordre de 40°C). Le stockage est réalisé dans des conditions conformes aux FDS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
Constats : Sans objet, les seuls produits utilisés sur site sont sous forme de poudre, et ne nécessitent donc aucune rétention pour leur stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'obturateurs de bouches d'eaux pluviales et d'une vessie gonflable pour obturer le réseau d'eaux pluviales en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs ont déjà été mis en œuvre sur site en 2021 lors d'un échauffement de matière. Ils ont été renouvelés. Des exercices de mise en œuvre ont lieu régulièrement sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats : Tout produit avant d'être introduit sur le site doit être validé par le service HSE et RetD. Aucun produit incompatible n'est accepté, cela va même jusqu'aux huiles machines, ou aux produits de la société de nettoyage. Il n'y a de cette façon aucune incompatibilité de produits possible sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant tient un état journalier des matières stockées. le jour de l'inspection, étaient présents : <ul style="list-style-type: none">• 66 tonnes de dichloroisocyanurate de sodium, (conforme à la déclaration de 98t)• 13 tonnes d'acide adipique.• et 237 kg de lathanol. Une courbe permet de suivre l'évolution du stock de chlore sur l'année (prise en compte des Matières premières, des produits semi-finis, des produits finis et des déchets). Aucun dépassement du seuil de 100 t n'a été constaté sur l'année 2022 et le début d'année 2023. L'état journalier recense également les stockages de chlore réalisés dans les entrepôts externes où l'exploitant entrepose ces produits : <ul style="list-style-type: none">• 19t chez TDS à SAVIGNEUX,• 39t chez MHP à SURY LE COMTAL,• 98t chez AFRAC à ANDREZIEUX BOUTHEON.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant dispose de nombreuses consignes d'exploitation : <ul style="list-style-type: none">• déversement de poudre,• fuite de solvant encreur (petit flacon de moins d'un litre)• fuite d'huile chariot ou machine,• fuite d'hydrocarbures (sur camion au quai d'expédition ou de livraison)• exothermie... <p>Cette procédure est déclinée en fonction du volume impacté (pour l'équivalent d'un seau par exemple, un bac de 400l d'eau est à disposition pour qu'un intervenant équipé des EPI nécessaires puisse immerger le seau, afin de bloquer la réaction.</p> <p>Ces fiches sont connues du personnel interrogé par sondage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet